



La Dépêche du vendredi 24 janvier 2020

762 mots

Bac. Les profs visent l'annulation de la réforme

Les enseignants sont mobilisés au lycée Les Fontenelles, à Louviers comme dans plusieurs villes de France, pour l'annulation de la réforme du bac. Ils dénoncent un examen devenu inégalitaire.

La réforme du bac ? Cela se traduit cette semaine par les épreuves communes de contrôle continu (E3C) pour les élèves de première. Et par une levée de bouclier du corps enseignant. À Louviers, comme dans plusieurs autres villes françaises, une quarantaine d'enseignants des Fontenelles (55 % de grévistes) ont manifesté chaque matin depuis ce lundi 20 janvier. Ils veulent l'annulation des épreuves et un retour à la précédente version du bac.

L'intersyndicale composée du SNES-FSU et de Force ouvrière (SNFOLC) a donc sorti drapeaux et banderoles dès lundi matin, au moment où les épreuves démarraient. Sous le regard bienveillant des élèves, les professeurs ont remis ça mardi devant la grille du collège, avec la sono de l'interprofessionnelle de l'Eure (qui faisait le lien avec le mouvement social contre la réforme des retraites). « **Ce matin, nous essayons de perturber les oraux de langues vivantes** », commente Alexis Rousselin (SNES-FSU), tandis que les enceintes crachent du AC/DC. Ce mercredi, le blocage du lycée, par les profs et les élèves, a même permis l'annulation des épreuves.

Bac à bon marché

Le syndicaliste, professeur d'allemand, explique le principe de l'E3C : « **Les épreuves en juin, en terminale, ne représente plus que 60 % du diplôme.** » 10 % refléteront les notes des bulletins sur les deux dernières années études secondaires. Les 30 % restant, ce sont les épreuves de contrôle continu.

« **L'avantage, c'est moins cher que l'organisation du bac. Le ministère délègue aux établissements la gestion des épreuves** », poursuit le militant syndical. En l'occurrence l'histoire-géo, les deux langues vivantes, le sport et, pour les filières technologiques, les mathématiques.

Les syndicats font consensus sur la question. Car pour eux, « **la réforme affaiblit le cadre national de l'examen. Elle atténue la dimension d'équité de traitement des élèves, parce qu'ils ne composent pas en même temps et pas sur les mêmes sujets** ».

En effet, les établissements doivent les organiser depuis le 20 janvier jusqu'au 7 février.

Qui plus est, les sujets sont choisis sous la responsabilité des chefs d'établissements. « **À Franqueville-Saint-Pierre, les profs ont refusé de faire ce choix, car il s'agit d'un travail administratif** », argumente Alexis Rousselin.

À cela s'ajoutent plusieurs polémiques sur la banque de sujets nationale, notamment accessible aux élèves et aux familles. Selon le syndicaliste, les sujets seraient en nombre insuffisant pour aider « **les élèves les plus finauds** » à orienter leurs révisions. « **Et le calendrier n'a pas été respecté** », poursuit le prof d'allemand, indiquant qu'il a eu seulement dix jours pour préparer la grille d'évaluations des épreuves et pour informer ses élèves de leur déroulement.

Élèves mis en difficulté

« **Nous ne faisons pas notre métier pour mettre nos élèves en difficulté** », s'exclame Soizic Le Goff (SNFOLC), qui est professeur d'histoire-géo. « **L'E3C ne mène pas vers leur réussite.** » L'enseignante craint ainsi des notes ne reflétant pas le niveau des élèves. C'est pour cette raison que les protestataires réclament purement et simplement l'annulation des épreuves et un retour au bac national. « **Même s'il y a des choses à revoir** », concède Soizic Le Goff. « **On voit là l'arrivée d'un bac local, qui aura la valeur de son lycée. S'il n'est pas bien coté, l'élève ne sera pas bien coté. Et inversement.** »

En plus de cette iniquité de traitements entre bacheliers français, l'enseignement supérieur ne s'est pas mis à jour avec la réforme du bac. Pour rappel, elle a mis fin, entre autres, aux sections S, ES et L. « **Quand un élève se renseigne sur les formations post-bac, les universités et les grandes écoles demandent : 'quel bac ?'** », souligne Bénédicte Deleau (Unsa), professeur de français et d'histoire-géo en section professionnelle. « **Ces élèves ont connu la réforme des rythmes scolaires et sa disparition, la réforme du collège et maintenant la réforme du bac. Qu'est-ce qu'on veut à part casser ces gamins ?** » s'indigne-t-elle.

De la part du ministère et du rectorat, les enseignants ont l'impression d'être traités avec « **mépris** ». Des griefs, ils n'en manquent pas à l'encontre de l'institution. Surtout quand des réformes sont décidées sans qu'ils aient leur mot à dire.

Thomas Guilbert



Depuis lundi 20 janvier, les enseignants, et les élèves mercredi, manifestent contre la réforme du bac. ©La Dépêche de Louviers - TG undefined